

Unité départementale de la Côte-d'Or  
DREAL  
21 bd Voltaire  
21079 Dijon

Dijon, le 14/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC)**

ZI Rue de l'Europe  
BP 80236  
57370 Phalsbourg

Références : 2024-390  
Code AIOT : 0005402438

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2024 dans l'établissement FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC) implanté ZAE de Boulouze 21110 Fauverney. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exercice inopiné organisé dans l'établissement FM Logistic vise à vérifier le caractère opérationnel du POI, à sensibiliser l'exploitant aux moyens à déployer (humains et matériels) lors d'un POI, et à tester une situation accidentelle sur le site en déroulant un scénario prédéfini dans le POI.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE (ex. FM LOGISTIC)
- ZAE de Boulouze 21110 Fauverney

- Code AIOT : 0005402438
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

FM Logistic France possède 30 plates-formes en France, dont une à Fauverney. La société est en activité depuis 53 ans. Le site est un entrepôt logistique. Prestataire logistique national et international spécialisé dans la gestion et la réalisation de prestations en entrepôts, du conditionnement à la distribution.

#### Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Action départementale 2024 POI	Code de l'environnement du 12/06/2024, article R181-54	Demande d'action corrective	1 mois
2	Action départementale 2024 POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R181-54	Demande d'action corrective	1 mois
3	Action départementale 2024 POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a rédigé un document POI et le met régulièrement à jour, mais il n'a pas assuré une diffusion suffisante de ce document auprès de ses collaborateurs. Les exercices selon le schéma d'alerte hors activité (page 9), et notamment la nuit, devraient être intensifiés afin de permettre au personnel d'acquérir l'expérience nécessaire pour réagir aisément dans une situation d'accident. Au vu du fait que le POI prévoit que seule la direction de la plate-forme peut donner l'ordre du déclenchement du POI, il est nécessaire que l'exploitant s'organise pour qu'à toute heure, a minima, une personne de la direction soit joignable par le poste de sécurité et soit partie prenante.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Action départementale 2024 POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/06/2024, article R181-54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. [...]

**Constats :**

La dernière version du 18/07/2024 du POI est bien présente au poste de garde.

Lors de l'exercice, quelques points concernant le document POI ont été relevés :

**Observation 1 :**

Selon la page 31 (fiche : composition de la cellule POI), le chef d'équipe de nuit est Directeur de secours. Selon la page 32, le Directeur des opérations (DOI, qui semble être équivalent à Directeur de secours) déclenche le POI si besoin. Or, selon la page 62 du POI, seule la direction de la plateforme peut donner l'ordre de déclenchement du POI.

**Observation 2 :**

D'autre part, le document POI semble ne pas être suffisamment diffusé auprès des collaborateurs. En effet, le chef de l'équipe de nuit n'a pas eu connaissance du POI. À aucun moment il n'a suivi la fiche de fonction qui lui a été dédiée en tant que backup 3 du Directeur de secours (DOI, page 32).

**Observation 3 :**

Selon la page 18 du POI la mise en rétention du site, pour permettre de recueillir les eaux d'incendie, se fait selon le mode opératoire mise en sécurité du site. L'inspection a constaté qu'aucune action relative à la mise en œuvre de ce mode opératoire n'a été réalisée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il conviendrait de lever la contradiction entre les informations des pages 32 et 62.

Il conviendrait également de clarifier qui peut déclencher le POI et à quel moment. Par ailleurs, il est demandé d'uniformiser la dénomination de chef de POI (Directeur de secours ou DOI), ou de redéfinir ces deux fonctions.

Une diffusion/sensibilisation large du document POI auprès du personnel concerné est indispensable.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le mode opératoire "mise en rétention du site".

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Action départementale 2024 POI**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/09/2020, article R181-54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Test d'un scénario POI : test de l'astreinte

**Prescription contrôlée :**

Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans [...].

**Constats :**

L'inspection a organisé un exercice incendie afin de tester :

- Le respect de la procédure POI (chaîne d'alerte, stratégies d'intervention...)
- Le test de l'astreinte : connaissance des installations (localisation, état, taux de remplissage...) / connaissance des mesures d'urgence / réelle applicabilité des mesures d'urgence (déclencher le train d'appel et surveiller les installations en même temps...) / temps d'arrivée d'un cadre d'astreinte ou d'un responsable sur site ;
- La capacité de l'exploitant à fournir un état des matières stockées (art 46 de l'AM du 04/10/10) ;

**Le scénario de l'exercice est le suivant :**

L'inspection informe le gardien du site qu'un incendie dans une cellule de produits courants (scénario cité à la page 7 du POI du 18/07/2024) est sur le point de se déclencher. Plus précisément, il s'agit de la cellule 2.

L'inspection précise clairement qu'il s'agit d'un exercice incendie. Il est demandé au gardien d'informer la personne responsable du site (responsable de l'équipe de nuit selon le POI, page 31) que toutes les actions à effectuer lors de cet exercice doivent être réalisées en présence d'un observateur.

Les conventions concernant le déroulement de l'exercice sont :

- Le système de sprinklage est inopérant.
- Il n'y a pas de blessés.
- L'intervention de l'équipe de premiers secours, avec mise en place de RIA ou d'extincteurs, mais sans mise en eau.
- Le feu n'est pas maîtrisable par l'équipe de première intervention.
- Pas d'appel aux entreprises voisines.
- La coupure d'eau et de gaz sera fictive.
- L'activation de l'alerte environnementale est également demandée.

Observation suite à l'exercice :

1 Il n'y a pas eu d'annonce du déclenchement du POI, et l'exploitant ne semble pas avoir pris la mesure du danger potentiel de l'événement. Aucun cadre de la direction n'a été désigné nommément pour assurer la Fonction d'astreinte, or en page 62 du POI il est bien mentionné que ce sont les seuls personnels autorisés à donner l'ordre de déclenchement du POI. Lors de l'exercice, personne n'a assuré le rôle de directeurs des opérations interne afin entre autres de déclencher le POI, de définir les objectifs prioritaires, de s'assurer que toutes les fonctions POI sont mises en oeuvre.

2 Le temps total d'évacuation du site est de 31 minutes (20h11 début de l'évacuation et 20h42 arrivée des dernières personnes à l'accueil).

Le temps aussi long d'évacuation est lié à la gestion des entrées des chauffeurs de camions, qui n'obéit pas aux mêmes règles que celle du personnel. Le personnel du site est facilement identifiable grâce au passage à la pointeuse, tandis que les chauffeurs sont identifiés grâce aux tickets et au numéro de quai de chargement. L'agent de sécurité a pu déterminer l'endroit probable où se trouvait la dernière personne qui n'avait pas encore quitté le site et l'a indiqué aux pompiers (ici l'Inspection). Il s'avérait finalement qu'il y avait deux chauffeurs encore sur site et non un, comme indiqué par l'agent de sécurité.

Le système d'identification et de comptage des chauffeurs de camions n'a pas fonctionné correctement le jour de l'exercice. Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que le système est fiable.

3 Lors de l'appel aux pompiers et lors de l'accueil des pompiers, l'agent de sécurité avait très peu d'informations. Le manque de communication entre les participants à l'exercice a été constaté.

De plus, après que les informations sur le sinistre aient été communiquées au pompier, l'inspection a constaté que personne ne leur a mis à disposition la valisette avec le matériel nécessaire pour les secours extérieurs (clé, badge, plan,.....) tel que prévue à la page 25 du POI.

4 Aucun personnel du site n'a ordonné la coupure de l'alimentation des servitudes. Malgré l'arrivée du technicien de maintenance d'astreinte, aucune demande de coupure d'électricité ou de gaz n'a été formulée. C'est l'inspecteur jouant le rôle de l'arrivée des pompier qui a donné l'ordre de couper (simulé) l'alimentation générale du gaz, or la fiche de fonction "En cas d'effectifs réduits" mentionne que la fermeture de l'arrivée de gaz est réalisée par l'astreinte technique sans mention de l'attente d'un ordre pour réaliser l'opération.

5 Lors de la visite sur site, il a été constaté une importante quantité de palettes en préparation pour le chargement dans la cellule 2 (cf. photo). Elles encombraient le passage vers les RIA pour les secours pouvant arriver dans la cellule par l'extérieur. Ce constat, étant également contradictoire avec la mention page 21 du POI qui précise que les RIA sont près de l'accès pour les secours. L'inspection a également constaté que des canalisations semblant être des canalisations liées à l'extinction incendie arrivent au niveau de chaque porte donnant sur l'extérieur, mais celle-ci sont connectées à aucun équipement et toutes fermées d'un bouchon (cf. photo).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte les observations de l'inspection et d'y apporter les réponses adaptées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Action départementale 2024 POI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Constats :**

Non-conformité 1

L'exploitant n'a pas pu présenter l'état de stock dans la cellule 2 (ni la nature des produits, ni des

quantités précises). Uniquement la page 20 du POI a été citée. Cette page décrit les principaux stockages du site et donne l'information suivante sur la cellule 2 : stockage de produits standards ou dits de consommation courante.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit tenir à jour un état des matières stockées et rendre ce document facilement accessible en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours